

Obama et l'Amérique latine : de l'espoir mais pas du délire

Par José Del Pozo, professeur d'histoire, UQAM, spécialiste de l'Amérique latine

L'élection du premier politicien noir comme président des États-Unis a suscité une vague d'enthousiasme au monde. Partout cet événement historique est devenu un symbole pour les gens de couleur, les immigrants et les moins bien nantis en général, qui auront une nouvelle chance de croire au rêve américain. Les réactions sont particulièrement émotives en Afrique, pour des raisons évidentes.

L'Amérique latine ne semble pas faire partie de la vague, ou du moins ne pas partager le même degré d'optimisme. Un sondage effectué à la fin octobre en 18 pays de cette région par une entreprise réputée dans la matière, Latinobarómetro, révélait que 31% des Latino-américains ne s'intéressaient pas au résultat des élections aux États-Unis et que 29% affirmaient ne pas favoriser ni l'un ni l'autre des deux principaux candidats. Parmi ceux qui exprimèrent une préférence, Obama l'emportait, avec 29%, tandis que McCain récoltait seulement 8% des appuis. Le candidat d'origine africaine avait donc davantage de partisans que son rival blanc, mais pourquoi la majorité des Latinos faisait preuve d'indifférence?

Il faut d'abord préciser que la couleur de la peau n'influçait pas beaucoup les opinions. Si l'on considérait les cinq pays dans lesquels Obama suscitait davantage d'intérêt, seulement deux d'entre eux ont une population de couleur importante : la République Dominicaine et le Brésil. Dans les trois autres, le Costa Rica, l'Argentine et l'Uruguay, ce segment de la population est minoritaire, particulièrement dans ces deux derniers, dont la plupart des habitants sont des descendants d'immigrants européens. Et curieusement, les appuis à Obama se concentraient davantage chez les répondants les plus scolarisés, qui généralement ne sont pas des gens de couleur.

Pour comprendre les raisons de ce phénomène apparemment inexplicable, il faut préciser le caractère particulier des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. Sans remonter trop loin dans l'histoire, il convient de rappeler que cette relation a été, dans la plupart des cas, plutôt négative pour les Latinos, car elle a été marquée par des interventions militaires directes des États-Unis et par des manœuvres de déstabilisation contre des gouvernements élus. Plus récemment, alors que ces pratiques semblent heureusement révolues (la dernière intervention,

l'attaque à Panama visant à capturer Noriega, avait eu lieu en décembre 1989 et avait coûté la vie à 700 habitants de ce pays), Washington fait preuve depuis 2001 de peu d'intérêt pour ses voisins du sud, concentrant tous ses efforts diplomatiques ailleurs. Le fait que Obama ne soit jamais allé en Amérique latine confirme cette attitude plutôt indifférente des États-Unis vers des pays qui ne leur semblent pas stratégiquement importants. Enfin, la politique commerciale de libre-échange, en vigueur depuis déjà quelques années entre plusieurs pays latino-américains et les États-Unis a bénéficié à certains mais n'a pas réussi à faire disparaître les inégalités sociales dans la région et menace parfois les activités de secteurs comme les petits agriculteurs mexicains.

De plus, sur certains dossiers spécifiques, l'Amérique latine n'est pas assurée de trouver chez le nouveau président une oreille attentive. La question de l'immigration, particulièrement le sort des illégaux aux États-Unis, qui préoccupe beaucoup le Mexique et l'Amérique centrale, fut peu mentionnée lors de la campagne électorale, et les médias de ce pays se rappellent clairement que le sénateur Obama avait voté en faveur de la construction du mur érigé sur la frontière avec le Mexique, destiné à arrêter le flot des illégaux, et qui a été vivement dénoncé en Amérique latine. Le Mexique aurait grand besoin d'un plus grand contrôle dans la vente d'armes aux États-Unis, afin d'empêcher les narcotrafiquants de s'approvisionner pour leur guerre contre l'État mexicain: 90% des armes confisquées aux « narcos » proviennent du pays d'Obama, mais ce dernier aura-t-il le courage de porter atteinte à la sacro-sainte liberté de possession d'armes dans son pays? Concernant le blocus de Cuba, le candidat noir a dit qu'il le maintiendrait, se limitant seulement à évoquer la possibilité de donner plus de facilités aux voyageurs voulant se rendre dans l'île. Le président Lula du Brésil et le roi Juan Carlos d'Espagne viennent de demander à Obama de mettre un terme à cette politique qui n'a plus aucune justification militaire ni politique, seront-ils écoutés? Un tel geste de la part du nouveau président constituerait une preuve tangible d'une nouvelle attitude de Washington, celle de ne pas imposer ses vues à ses voisins et d'accepter que ces derniers adoptent d'autres projets politiques ou de développement. Et un dialogue amical avec le Venezuela de Chávez serait aussi de bon augure.

En dépit de ces interrogations et de ces doutes, le candidat qui va bientôt déménager dans la Maison Blanche a un certain capital de sympathie en Amérique latine. Les analystes se rappellent que ce sont les présidents démocrates (Roosevelt et le « Bon voisinage », Carter et la défense des Droits humains) qu'ont le mieux traité l'Amérique latine, en comparaison avec les républicains (Nixon et la déstabilisation d'Allende, Reagan et sa croisade contre le Nicaragua). Et

au niveau collectif, le symbole de voir un homme de couleur au pouvoir à Washington ne manquera pas de motiver d'autres comme lui en Amérique latine. Le président Lula, dans une boutade qui avait peut-être un certain sens, a dit que l'élection d'Obama avait commencé en Amérique latine, car elle faisait partie de la vague qui a porté au pouvoir, dans les récentes années, des candidats non traditionnels : un Indien en Bolivie (Evo Morales), une femme au Chili, puis en Argentine (Michelle Bachelet et Cristina Fernández), un ouvrier au Brésil (Lula lui-même) et un ancien évêque au Paraguay (Fernando Lugo). Peut-on interpréter cette affirmation comme le signe d'une nouvelle ère dans les relations entre Washington et l'Amérique latine, dans laquelle les pays et les immigrants en provenance de cette région seront davantage respectés et écoutés? Si c'est le cas, les Latinos trouveront de bonnes raisons de se joindre à une « Obamamanie » qui les laisse pour le moment un peu sceptiques.